

Message Text

CONFIDENTIAL

PAGE 01 BANGUI 00182 01 OF 05 020858Z

15

ACTION AF-04

INFO OCT-01 ISO-00 EB-03 EUR-08 SS-14 SP-02 L-01 INR-05

SSO-00 INRE-00 /038 W

----- 006785

O 020800Z FEB 76

FM AMEMBASSY BANGUI

TO SECSTATE WASHDC IMMEDIATE 6620

INFO AMCONSUL OTTAWAIMMEDIATE

C O N F I D E N T I A L SECTION 1 OF 5 BANGUI 0182

STADIS////////////////////////////////////

LIMDIS

E.O. 11652: GDS

TAGS: EINV, EMIN, CT

SUBJECT: SCED/GOCAR DISPUTE

REF: STATE 023635

1. FOLLOWING AS REQUESTED REFTEL IS FULL TEXT OF JOLIS JANUARY 26
LETTER TO BOKASSA WHICH IN INTEREST OF SPEED EMBASSY SENDING
IN ORIGINAL FRENCH.

2. QUOTE: S.E. JEAN BEDEL BOKASSA
PRESIDENT A VIE,
MARECHAL DE LA REPUBLIQUE
CENTRAFRICAINE
BANGUI

MONSIEUR LE PRESIDENT A VIE,

VOUS M'AVEZ CONVOQUE VENDREDI MATIN, LE 23JANVIER 1976
EN CONSEIL DES MINISTRES, EN PRESENCE DES REPRESENTANTS DES AU-
TRES BUREAUX D'ACHATS.

VOUS AVEZ DEPLORE LA SITUATION DU DIAMANT CENTRAFRICAINE
CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

PAGE 02 BANGUI 00182 01 OF 05 020858Z

ET VOUS EN AVEZ RENDU SEULE RESPONSABLE LA SOCIETE SCED DONT JE

SUIS LE PRESIDENT. D'AUTRE PART VOUS M'AVEZ VIVEMENT REPROCHE DE M'ETRE ADRESSE A MON GOUVERNEMENT.

JE SOUHAITAIS POUVOIR VOUS REPONDRE DE VIVE VOIX ET VOUS EXPOSE

LA VRAIE SITUATION DE LA S.C.E.D. C'EST D'AILLEURS LA RAISON POUR LAQUELLE J'AVAIS SOLLICITE UNE AUDIENCE AUPRES DE VOUS, DES MON ARRIVEE A BANGUI, LA SEMAINE DERNIERE.

MALHEUREUSEMENT JE N'AI PAS EU L'OCCASION DE REPONDRE VERBALEMENT A VOS REPROCHES; C'EST POURQUOI JE ME PERMETS DE REPONDRE PAR LA PRESENTE LETTRE A TOUS LES POINTS QUE VOUS AVEZ SOULEVE EN CONSEIL DEF MINISTRES.

JE SUIS CONVAINCU QU'APRES LECTURE DE CE QUI SUIIT, VOUS ARRIVEREZ A LANCONCLUSION QUE VOUS AVEZ ETE MAL INFORME A NOTRE EGARD ET QUE VOTRE SENS DE JUSTICE VOUS PERMETTRA DE RETABLIR LE CLIMAT DE COMPREHENSION ET D'AMITIE QUI NOUS A TOUJOURS LIE.

3. QUOTE: DEMARCHES AUPRES DU DEPARTEMENT D'ETAT

JE ME PERMETS DE VOUS RAPPELER QU'EN JUIN DERNIER, VOUS M'AVEZ CONVOQUE DEVANT UN CONSEIL DES MINISTRES A BOBANGUI ET AU COURS DE CETTE SEANCE VOUS M'AVEZ FAIT PART D'UN CERTAIN NOMBRE D'ACCUSATIONS QUE VOUS AVIEZ RECUES AU SUJET DE LA SCED.

J'AI PU CONSTATER A L'EPOQUE QUE BEAUCOUP DE SES PLAINTES ETAIENT OU BIEN MAL FONDEESWN OU BIEN CALOMNIEUSES, ET NE POUVAIENT PROVENIR QUE DE CERTAINS COLLECTEURS OU TRAFIQUANTS DONT L'ACTIVITE SE TROUVE GENEES PAR LA PRESENCE DE LA SCED.

VOUS M'AVEZ FAIT PART EGALEMENT DE VOTRE DESIR DE FAIRE AUGMENTER LES REVENUS DE L'ETAT, PROVENANT DU DIAMANT ET J'AI PU CONSTATER QUE VOUS AVIEZ L'IMPRESSION QUE LA SCED NE PAYAIT RIEN A L'ETAT.

J'EN AI CONCLU QUE VOUS ETIEZ, MALHEUREUSEMENT, MAL INFORME EN CE QUI CONCERNE LES ACTIVITES DE LA SCED ET JE VOUS AI PROMIS DE VOUS FOURNIR TOUS LES ELEMENTS D'APPUI.

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

PAGE 03 BANGUI 00182 01 OF 05 020858Z

JE VOUS AI DECLARE D'AUTRE PART QUE J'ETAIS TOUJOURS A

VOTRE DISPOSITION POUR EXAMINER AVEC VOUS OU VOS SERVICES TECHNIQUES, TOUTES MODIFICATIONS OU NOUVELLES FORMULES SUSCEPTIBLES D'AMELIORER LES RESULTATS SOUHAITES.

C'EST ALORS QUE VOUS M'AVEZ DEMANDE AVEC INSISTANCE DE VENIR VOUS FAIRE UN COMPTE RENDU DES ACTIVITES DE LA SCED CHAQUE

FOIS QUE JE VCENDRAIS A BANGUI.

C'EST AINSI QUE LORSQUE JE SUIS REVENU A BANGUI AU DEBUT
DE NOVEMBRE DERNIER POUR UNE REUNION DE CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE LA SCED, JE VOUS AI IMMEDIATEMENT SIGNALE MA PRESENCE ET SOLLI-
CITE UNE AUDIENCE POUR REpondre A VOTRE SOUHAIT.

JE SUIS RESTE DEUX SEMAINES ET MALHEUREUSEMENT VOUS M'A-
VEZ PAS PU ME RECEVOIR.

NEANMOINS, AU COURS DE NOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION,
J'AI POSE LA QUESTION DE CONFIANCE AUX ADMINISTRATEURS REPRESENT-
TANT LE GOUVERNEMENT ET IL M'A ETE REponU QUE LE GOUVERNEMENT
CONTINUAIT A SOUTENIR LES PROGRAMMES DE LA SCED ET NE CESSAIT
DE LUI DONNER SON APPUI.

CECI M'A ETE CONFIRME LE 27 NOVEMBRE 1975 PAR UNE LETTRE
QUE J'AI RECU DU MINISTRE DES MINES AVEC LEQUEL J'AVAIS ENTAME

CONFIDENTIAL

NNN

CONFIDENTIAL

PAGE 01 BANGUI 00182 02 OF 05 021003Z

11

ACTION AF-04

INFO OCT-01 ISO-00 EB-03 EUR-08 SS-14 SP-02 L-01 INR-05

SSO-00 INRE-00 /038 W

----- 007258

O 020815Z FEB 76

FM AMEMBASSY BANGUI

TO SECSTATE WASHDC IMMEDIATE 6621

INFO AMCONSUL OTTAW IMMEDIATE

C O N F I D E N T I A L SECTION 2 OF 5 BANGUI 0182

STADIS//////////

LIMDIS

DES POURPARLERS EN VUE D'AUGMENTER LES REVENUS VERSES A L'ETAT
PAR LA SCED.

RASSURE PAR CETTE EXPRESSION DE CONFIANCE, JE POURSUIVAIS
ENERGIQUEMENT LA MISE AU POINT DE NOS PROGRAMMES D'ACTIVITES POUR

1976.

J'AI DONC ETE DDCTNTENANCE LO
SQUE J'AI EU CONNAISSANCE DU
DECRET 75/528 DU 18-12-1975 METTANT FIN AU BENEFICE DU REGIME "C"
ACCORDE A LA SCED.

J'AI TOUT DE SUITE TELEPHONE DE NEW-YORK A MON REPRESENTANT
A BANGUI, MONSIEUR OELBAUM, POUR LUI DEMANDER DE SE METTRE EN RAP-
PORT AVEC LE MINISTRE DES MINES ET LE DIRECTEUR GENERAL DES MINES,
QUI ONT DECLARE QU'ILS NE POUVAIENT DONNER AUCUNE EXPLICATION SUR
CETTE QUESTION. J'AI AINSI DEMANDE A MONSIEUR OELBAUM DE SOLLICITER
UNE AUDIENCE AUPRES DE VOUS, CE QU'IL A FAIT, MAIS SANS SUITE. JE
ME SUIS ALORS TROUVE ISOLE DE TOUT CONTACT AVEC VOTRE GOUVERNEMENT
ET AVEC VOUS MEME; SITUATION DRAMATIQUE COMPTE TENU DES PROBLEMES
NOUS CONCERNANT.

JE ME SENTAIS D'AUTANT PLUS ISOLE DU FAIT MEME QUE JE
CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

PAGE 02 BANGUI 00182 02 OF 05 021003Z

N'AVAIS PAS REUSSI A ETRE RECU PAR VOUS AU COURS DE MA PRECEDENTE
VISITE.

VU NOS RAPPORTS CORDIAUX ET L'AMITIE QUE VOUS M.AVEZ TOU-
JOURS TEMOIGNES, JE NE SAVAIS COMMENT FAIRE POUR RETABLIR LE CON-
TACT. JE N'AVAIS AUCUN RECOURS SINON DE M'ADRESSER A MON GOUVERNE-
MENT. J'AI DONC DEMANDE AU DEPARTEMENT D'ETAT S'IL POUVAIT, PAR
NOTRE AMBASSADE A BANGUI, M'AIDER A RETABLIR LE DIALOGUE AVEC VOUS.

CROYEZ, MONSIEUR LE PRESIDENT A VIE, QUE JE N'AI PAS
CHERCHE A CREER UN INCIDENT DIPLOMATIQUE, LOIN DE LA* ET CE QUE
J'AI TOUJOURS SOUHAITE ET QUE JE SOUHAITE ENCORE, C'EST DE POUVOIR
M'ENTREtenir AVEC VOUS EN DIALOGUE SINCERE, COMME CELA C'EST TOU-
JOURS PASSE ENTRE NOUS.

4. QUOTE: SITUATION S.C.E.D.

AU COURS DE LA DECLARATION QUE VOUS AVEZ PRONONCEE EN
CONSEIL DES MINISTRES DU 23 JANVIER, VOUS AVEZ ACCUSE LA SCED DE
N'AVOIR VERSE QUE DES SOMMES DERISOIRES A L'ETAT. JE SUIS OBLIGE
DE VOUS PRECISER QUE LES CHIFFRES QUE VOUS CITEZ SONT INCOMPLETS
ET JE ME PERMETS DE VOUS PRESENTER CI-DESSOUS QUELQUES CHIFFRES
VRAIS ET CONTROLABLES.

LA SCED TOUT D'ABORD EST UNE SOCIETE MINIERE ET POUR
CETTE RAISON NE PEUT PAS SE COMPARER AVEC DES BUREAUX D'ACHATS.
UNE SOCIETE MINIERE, CONTRAIREMENT AUX BUREAUX D'ACHATS, FAIT DES
INVESTISSEMENTS IMPORTANTS, DONNE DE L'EMPLOI ET CONTRIBUE DIREC-
TEMENT A L'ECONOMIE LOCALE.

UN BUREAU D'ACHAT NE AIT QU'ACHETER ET EXPORTER, MOYEN-
NANT LE SEUL VERSEMENT DES DROITS DE SORTIE.

LA SIMPLE COMPARAISON ENTRE LES DROITS DE SORTIE VERSES
PAR LA SCED ET CEUX VERSES PAR LES BUREAUX D'ACHATS NE REFLETENT
AUCUNEMENT LA JUSTE PROPORTION DE LEURS CONTRIBUTIONS RESPECTIVES
AUX RECETTES DE L'ETAT.

5. QUOTE: SOMMES VERSEES A L'ETAT

SI L'ON TIENT COMPTE DES DROITS DE SORTIE, DES DROITS ET
CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

PAGE 03 BANGUI 00182 02 OF 05 021003Z

TAXES DE TOUTES SORTES, AINSI QUE LES IMPOTS VERSES PAR LE PERSON-
NEL EMPLOYE, LA PRESENCE DE LA SCED EN RCA A DONNE LIEU A DES VER-
SEMENTS A L'ETAT, EN 1974, D'ENVIRON 65 MILLIONS ET EN 1975, DE
88 MILLIONS, SOIT ENVIRON 153 MILLIONS EN DEUX ANS.

JE PENSE, MONSIEUR LE PRESIDENT A VIE, QUE VOUS CONVIEN-
ZGVD
OE C'EST UNE CONTRIBUTION HONORABLE POUR UNE JEUNE ET NOU-
VELLE SOCIETE QUI N'A QU'UN PEU PLUS DE DEUX ANS. EST-CE QU'IL
Y A D'AUTRES SOCIETES MINIERES EN RCA QUI ONT MIEUX FAIT ?

D'AILLEURS JE ME PERMETS DE CITER CI-DESSOUS LES CHIFFRES
COMPARABLES POUR TOUTES LES SOCIETES DE MON GROUPE :

DIAMOND DISTRIBUTORS

CENTRAFRIQUE	1974	1975	TOTAL
BUREAUX D'ACHATS	155.298.910	121.432.893	276.731.803

COMPTOIR NATIONAL DU

DIAMANT "C.N.D."

TAILLERIE	17.345.085	12.485.465	29.830.550
-----------	------------	------------	------------

STE CENTRAFRICAINE

D'EXPLOITATION DIAMAN-

TIFERE "S.C.E.D."	64.739.086	88.1479053	152.886.139
-------------------	------------	------------	-------------

237.383.081 222.065.411 459.448.492

VOUS VERREZ QUE L'ENSEMBLE DE MON GROUPE A VERSE A L'ETAT
PENDANT DEUX ANS, PRES DE 460.000.000 CFA.

D'AUTRE PART, LES SALAIRES PAYEE AUX EMPLOYEE CENTRAFRI-

CONFIDENTIAL

NNN

CONFIDENTIAL

PAGE 01 BANGUI 00182 03 OF 05 020959Z

17

ACTION AF-04

INFO OCT-01 ISO-00 EB-03 EUR-08 SS-14 SP-02 L-01 INR-05

SSO-00 INRE-00 /038 W

----- 007191

O 020930Z JAN 76

FM AMEMBASSY BANGUI

TO SECSTATE WASHDC IMMEDIATE 6622

INFO AMCONSUL OTTAWA IMMEDIATE

C O N F I D E N T I A L SECTION 3 OF 5 BANGUI 0182

STADIS////////////////////////////////////

LIMDIS

CAINS DE NOTRE GROUPE SONT DE 98 MILLIONS EN 1974 ET DE 126 MILLIONS EN 1975, CE QUI REPRESENTENT 224 MILLIONS CFA VERSES DANS L'ECONOMIE DE LA RCA EN DEUX ANS.

DANS L'ENSEMBLE DE CES CHIFFRES, MONSIEUR LE PRESIDENT A VIE, VOUS POURREZ APPRECIER LA CONTRIBUTION QUE REPRESENTA L'ACTIVITE DE MON GROUPE, A L'ECONOMIE NATIONALE DE LA R.C.A.

D'AILLEURS VOUS AVEZ DECLARE DEVANT LE CONSEIL DES MINISTRES QUE LA SCED RAMASSAIT LA PLUS GRANDE PARTIE DE LA PRODUCTION ARTISANALE ET PAYAIT LA PLUS FAIBLE PARTIE DES DROITS DE SORTIE, CELE EST INEXACT. EN FAIT LA SCED N'ACHETE QUE MOINS DE 20 PERCENT DE LA PRODUCTION ARTISANALE, C'EST-A-DIRE : 129.855 CARATS CONTRE UNE PRODUCTION TOTALS DE 695.000 CARATS POUR LES ANNEES 1974 - 1975.

6 QUOTE: INVESTISSEMENTS

LE TOTAL DE L'INVESTISSEMENT EFFECTUE PAR LA SCED DEPUIS SA FONDATION EST DE 710 MILLIONS CFA POUR LE PROGRAMME D'AIDE TECHNIQUE AUX ARTISANS ET DE 290 MILLIONS POUR LA PROSPECTION, FAISANT UN TOTAL DE UN MILLIARD CFA.

L'INFRASTRUCTURE QUE NOUS AVONS CREEE DANS LA ZONE
CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

PAGE 02 BANGUI 00182 03 OF 05 020959Z

MINIERE COMPORTE 389 KILOMETRES DE ROUTES ET 28 PONTS, DONT LA MAJORITE SONT AVEC COULEES EN BETON ET PEUVENT SUPPORTER DES CHARGES DE 20 A 25 TONNES : C'EST AINSI QUE NOUS AVONS CREE UN RESEAU QUI PERMET A VOTRE GOUVERNEMENT L'ACCES AUX ZONES ARTISANALES QUI ETAIENT AUTREFOIS INNACCESSIBLES PAR LA ROUTE ET SILLONNEES PAR DES CLANDESTINS ET DES TRAFIQUANTS.

7. QUOTE: AIDE TECHNIQUE AUX ARTISANS

CETTE AIDE SE DECOMPOSE COMME SUITE :

- CONSTRUCTION DE ROUTES, POINTS, ATELIERS
ENTREPOTS, DISPENSAIRES, CAMPS, ACHATS DE
GORS MATERIELS, PEHICULES, MATERIEL DE
TERRASSEMENT ET FRAIS DE FONCTIONNEMENT 542.000.000 CFA

- AIDES DIRECTES AUX ARTISANS 168.000.000 CFA

N 710.000.000 CFA

SUR LES 168 MILLIONS CFA D'AIDE DIRECTE, LES ARTISANS ONT REMBOURSE AU 31-12-1975, LA SOMME DE 67.790.447 CFA, CE QUI REPRESENTE MOINS DE 10 PERCENT SUR LE MONTANT DU REVENU PROVENANT DE LA VENTE DE LEUR PRODUCTION. (LA CONVENTION PREVOIT LE MAXIMUM DE 30 PERCENT)

POUR NE PAS DECOURAGER LES ARTISANS, LA SCED A PRATIQUE UNE POLITIQUE DE CONCILIATION PENDANT DEUX ANS.

CECI NOUS A AMENE AUX RESULTATS ACTUELS :

100 MILLIONS DE DETTES DES ARTISANS DONT PLUS DE 26 MILLIONS SONT IRRECUPERABLES.

DEVANT CETTE SITUATION, LA SCED S'EST VUE OBLIGEE D'ADOPTER CERTAINES MESURES :

- POUR LA LOCATION VENTE D'UNE MOTO-POMPE, PAIEMENT COMPTANT 50 PERCENT

- POUR LA LOCATION JOURNALIERE, UNE TOLERANCE DE 1 A 3 SEMAINES,
CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

PAGE 03 BANGUI 00182 03 OF 05 020959Z

POUR LE PAIEMENT DE LOCATION,

- POUR LES CARBURANTS, PAIEMENT COMPTANT (IL A ETE CONSTATE EN EFFET LE DEVELOPPEMENT D'UN "MARCHE-NOIR" DE CARBURANTS, ACHETES A CREDIT ET REVENDUS AVEC BENEFICES.)

IL Y A ENVIRON DIX MILLE ARTISANS CONVENTIONNES, CE QUI,
AVEC LEURS FAMILLES, PEUT ETRE ESTIME A UNE POPULATION DE 30.000
PERSONNES.

8. QUOTE: RESULTATS FINANCIERS

EN 1974 LA SCED A ENREGISTRE UNE PERTE DE 75 MILLIONS CFA
EN 1975 " DE 115 MILLIONS CFA

SOIT UN TOTAL -7 31 DECEMBRE 1975 DE 190 MILLIONS CFA

SI LES RESULTATS FINANCIERS ONT ETE AUSSI DECEVANTS
MALGRE L'ENORME EFFORT FINANCIER ET PHYSIQUE, C'EST PARCE QUE
LES AUTORITIES ADMINISTRATIVES N'ONT PAS REUSSI A ELIMINER LES
COLLECTEURS ET LES TRAFIQUANTS QUI CONTINUENT A CIRCULAR DANS
LES ZONES RESERVEES, ET DE CE FAIT, UNE BONNE PARTIE DES PRO-
DUCTIONS NOUS ECHAPPE ; CAR IL EST EVIDENT QUE LES COLLECTEURS
ET BUREAUX D'ACHATS PROFITENT A NOTRE DETRIMENT DE L'AIDE
TECHNIQUE QUE NOUS FOURNISSONS AUX ARTISANS.

C'EST EN RAISON DE CETTE SITUATION FINANCIERE CRITIQUE
QUE NOTRE SOCIETE NE PEUT SURVIVRE DEVANT LE RETRAIT DU REGIME "C".

CONFIDENTIAL

NNN

CONFIDENTIAL

PAGE 01 BANGUI 00182 04 OF 05 021010Z

17
ACTION AF-04

INFO OCT-01 ISO-00 EB-03 EUR-08 SS-14 SP-02 L-01 INR-05

SSO-00 INRE-00 /038 W
----- 007303

O 020845Z JAN 76
FM AMEMBASSY BANGUI
TO SECSTATE WASHDC IMMEDIATE 6623
INFO AMCONSUL OTTAWA IMMEDIATE

C O N F I D E N T I A L SECTION 4 OF 5 BANGUI 0182

STADIS////////////////////////////////////

LIMDIS

QUE VOUS AVEZ DECIDE.

PAR AILLEURS, JE ME PERMETS D'ATTIRER VOTRE ATTENTION SUR LE FAIT QUE LE CODE DES INVESTISSEMENTS DE LA R.C.A., PROMULGUE LE 19 FEVRIER 1963, PREVOIT SOUS ARTICLE 37, CERTAINES PROCEDURES POUR LE RETRAIT DU REGIME "C". IL PRECISE QUE LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DEVRA CHARGER UNE COMMISSION CONSULTATIVE D'ENQUETER.

CETTE COMMISSION COMPRENDRAIT UN PREMIER EXPERT NOMME PAR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, UN DEUXIEME NOMME PAR L'ENTREPRISE ET UN TROISIEME EXPERT NOMME D'UN COMMUN ACCORD PAR LES DEUX PREMIERS.

A CE SUJET, J'ATTIRE VOTRE ATTENTION SUR L'ARTICLE 18 DE NOTRE CONVENTION D'ETABLISSEMENT DU 25 FEVRIER 1972 OU IL EST PRECISE QUE L'ETAT ET LA SOCIETE SONT EXPRESSEMENT CONVENUS DE SOUMETTRE A L'ARBITRAGE DU CENTRE INTERNATIONAL POUR LE REGLEMENT DE DIFFERENTS RELATIFS AUX INVESTISSEMENTS "C.I.R.D.I." AUQUEL LE GOUVERNEMENT DE LA RCA A ADHERE LE 14 OCTOBER 1966, TOUT DIFFERENT POUVANT NAITRE A L'OCCASION DE L'INTERPRETATION OU DE L'APPLICATION DE LA CONVENTION.

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

PAGE 02 BANGUI 00182 04 OF 05 021010Z

JE SUIS PERSUADE, MONSIEUR LE PRESIDENT A VIE, QUE LORSQUE VOUS AUREZ EU L'OCCASION D'EXAMINER LE FOND DES PROBLEMES DE LA SCED, NOUS N'AURONS PAS BESOIN D'AVOIR RECOURS A UN TEL ARBITRAGE ET QUE NOUS TROUVERONS UNE SOLUTION D'ENTENTE A L'AMIABLE BASEE SUR UNE COMPREHENSION RECIPROQUE, COMME CELA A TOUJOURS ETE.

9. QUOTE: PROBLEME DU DIAMANT

JE COMPRENDS FORT BIEN, MONSIEUR LE PRESIDENT A VIE, VOS PREOCCUPATIONS SUR LA BAISSSE DE LA PRODUCTION DIAMANTIFERE EN RCA ET LA BAISSSE DES RECETTES EN DECOULANT.

JE ME PERMETS TOUTEFOIS D'ATTIRER VOTRE ATTENTION SUR QUELQUES FAITS.

- EN 1966 VOUS M'AVIEZ FAIT LA GRANDE CONFIANCE DE ME CHARGER D'ORGANISER L'OFFICE NATIONAL DU DIAMANT ET LE CONSORTIUM DES BUREAUX D'ACHATS. PENDANT LES TROIS ANNEES OU CETTE STRUCTURE A ETE EN PLACE, LES RECETTES DE L'ETAT PROVENANT DU DIAMANT, ONT PRESQUE DOUBLE.

SANS VANITE, JE PEUX ME PERMETTRE UNE CERTAINE FIERTE DE LA CONTRIBUTION QUE J'AI PU APPORTER PERSONNELLEMENT A CES RESULTATS.

- EN 1969, VOUS AVEZ MIS FIN A L'OFFICE NATIONAL DU DIAMANT ET

DEPUIS LORS, LA PRODUCTION AINSI QUE LES REVENUS DE L'ETA EN DECOULANT N'ONT CESSÉ DE BAISSER.

EN 1972 VOUS M'AVEZ DE NOUVEAU TÉMOIGNÉ VOTRE CONFIANCE EN ME DEMANDANT LES RAISONS DE CETTE BAISSÉ, JE VOUS AI DIT ALORS QU'IL S'AGISSAIT DE DEUX RAISONS :

1. LES ARTISANS QUI EXPLOITENT DEPUIS 15 ANS TROUVENT AVEC DE PLUS EN PLUS DE DIFFICULTÉS DES ZONES FACILES. EN D'AUTRES TERMES, LES ZONES FACILES S'ÉPUISENT ET LES ZONES PLUS DIFFICILES DÉPASSENT LEURS MOYENS D'EXPLOITER.
2. CETTE SITUATION EST AGGRAVÉE PAR UN TRAFIC CLANDESTIN DONT L'ENVERGURE EST IMPOSSIBLE À MESURER ET POUR LEQUEL UN CONTRÔLE SÉVÈRE EST INDISPENSABLE MAIS QUI EN FAIT EST PRESQUE CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

PAGE 03 BANGUI 00182 04 OF 05 021010Z

INEXISTANT ET JUSQU'À PRÉSENT INEFFICACE.

VOUS M'AVEZ CHARGÉ DE VOUS FAIRE UNE PROPOSITION EN VUE DE CRÉER UN PROGRAMME D'AIDE TECHNIQUE AUX ARTISANS, CE QUE J'AI FAIT, ET C'EST AINSI QU'EST NÉE LA S.C.E.D.

JE VOUS AI PRÉVENU DÈS LE DÉBUT QUE L'INTRODUCTION DE CE PROGRAMME SUSCITERAIT DES OPPOSITIONS, CERTAINES DES TRAFIQUANTS ET PROBABLEMENT DES COLLECTEURS ET MÊME DES BUREAUX D'ACHATS.

POUR QUE LE PROGRAMME RÉUSSISSE, JE VOUS AI DEMANDÉ L'APPUI TOTAL ET SUIVI DU GOUVERNEMENT ; VOUS ME L'AVEZ PROMIS.

LA SCED N'EST PAS RESPONSABLE DE LA SITUATION DANS LAQUELLE SE TROUVE LE DIAMANT EN RCA AUJOURD'HUI.

LA PREUVE EN EST QUE LA PRODUCTION ARTISANALE DE L'EST DU PAYS OU LA SCED NE PRATIQUE AUCUN PROGRAMME D'AIDE AUX ARTISANS EST EN BAISSÉ BEAUCOUP PLUS MARQUÉE QUE DANS L'OUEST.

JE SUIS CONVAINCU QUE LE SEUL MOYEN DE PROLONGER L'EXISTENCE DE LA RESSOURCE NATIONALE REPRÉSENTÉE PAR LE DIAMANT ARTISANAL, C'EST LE DÉVELOPPEMENT DES PROGRAMMES D'ASSISTANCE TECHNIQUE AUX ARTISANS, ANALOGUES À CE QUE NOUS AVONS TENTÉ À LA SCED. SANS CELA, LA PRODUCTION CONTINUERA À BAISSER INCESSAMMENT ET LES RECETTES DE L'ÉTAT PROVENANT DU DIAMANT, AUSSI.

IL FAUT PLUS DE DEUX ANS POUR QU'UN TEL PROGRAMME PUISSE APPORTER SES FRUITS ET CELA NE PEUT PAS RÉUSSIR SANS UN APPUI TOTAL DU GOUVERNEMENT.

CE NE SONT PAS LES TRAFIQUANTS NI LES COLLECTEURS, NI

CONFIDENTIAL

NNN

CONFIDENTIAL

PAGE 01 BANGUI 00182 05 OF 05 021014Z

17

ACTION AF-04

INFO OCT-01 ISO-00 EB-03 EUR-08 SS-14 SP-02 L-01 INR-05

SSO-00 INRE-00 /038 W

----- 007324

O 020900Z JAN 76

FM AMEMBASSY BANGUI

TO SECSTATE WASHDC IMMEDIATE 6624

INFO AMCONSUL OTTAWA IMMEDIATE

C O N F I D E N T I A L SECTION 5 OF 5 BANGUI 0182

STADIS////////////////////////////////////

LIMDIS

LES BUREAUX D'ACHATS QUI, JUSQU'A PRESENT ONT VOULU ACCEPTER LES SACRIFICES, L'EFFORT ET L'INVESTISSEMENT NECESSAIRES POUR FOURNIR CETTE AIDE. MAIS LA D.D.I. AVEC SES ASSOCIES L'A FAIT, ET CELA, SOUS MON IMPULSION PERSONNELLE, DANS UN ESPRIT DE VOULOIR CONTRIBUER AU DEVELOPPEMENT DU PAYS; C'EST LE MEME ESPRIT QUI M'A INCITE A CREER EN RCA, AVEC LE GOUVERNEMENT, LA PREMIERE TAILLERIE DE DIAMANTS EN AFRIQUE NOIRE ET L'OFFICE NATIONAL DU DIAMANT QUI EN L'ESPACE DE TROIS ANS A VU LES RECETTES DU GOUVERNEMENT PRESQUE DOUBLER.

JE SUIS TOUT DISPOSE A ETUDIER AVEC VOUS, MONSIEUR LE PRESIDENT A VIE, TOUTE MODIFICATION QUE VOUS VOUDREZ PROPOSER DANS LES STRUCTURES EXISTANTES MAIS EN ATTENDANT VOS DECISIONS, JE SUIS DANS L'OBLIGATION DE SURSEOIR MOMENTANEMENT AUX PROGRAMMES PREVUS POUR 1976, POUR LA SCED.

JE SOUHAITE VIVEMENT, MONSIEUR LE PRESIDENT A VIE, QUE NOUS PUISSONS EXAMINER TOUTES CES QUESTIONS ENSEMBLE, DANS UN ESPRIT DE COMPREHENSION RECIPROQUE ET JE VOUS ASSURE DE MON ENTIERE COLLABORATION.

VEUILLEZ AGREER, MONSIEUR LE PRESIDENT A VIE, L'ASSURANCE DE MA PLUS HAUTE CONSIDERATION.

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

PAGE 02 BANGUI 00182 05 OF 05 021014Z

A.E. JOLIS

PRESIDENT UNQUOTE

SWING

CONFIDENTIAL

NNN

Message Attributes

Automatic Decaptioning: Z
Capture Date: 01 JAN 1994
Channel Indicators: n/a
Current Classification: UNCLASSIFIED
Concepts: DIAMONDS, TEXT, MINING INDUSTRY, BUSINESS FIRMS, COMMERCIAL LAW
Control Number: n/a
Copy: SINGLE
Draft Date: 02 FEB 1976
Decaption Date: 28 MAY 2004
Decaption Note: 25 YEAR REVIEW
Disposition Action: RELEASED
Disposition Approved on Date:
Disposition Authority: BoyleJA
Disposition Case Number: n/a
Disposition Comment: 25 YEAR REVIEW
Disposition Date: 28 MAY 2004
Disposition Event:
Disposition History: n/a
Disposition Reason:
Disposition Remarks:
Document Number: 1976BANGUI00182
Document Source: CORE
Document Unique ID: 00
Drafter: n/a
Enclosure: n/a
Executive Order: GS
Errors: N/A
Film Number: D760038-0700
From: BANGUI
Handling Restrictions: n/a
Image Path:
ISecure: 1
Legacy Key: link1976/newtext/t19760293/aaaaddse.tel
Line Count: 611
Locator: TEXT ON-LINE, ON MICROFILM
Office: ACTION AF
Original Classification: CONFIDENTIAL
Original Handling Restrictions: STADIS, LIMDIS
Original Previous Classification: n/a
Original Previous Handling Restrictions: n/a
Page Count: 12
Previous Channel Indicators: n/a
Previous Classification: CONFIDENTIAL
Previous Handling Restrictions: STADIS, LIMDIS
Reference: 76 STATE 23635
Review Action: RELEASED, APPROVED
Review Authority: BoyleJA
Review Comment: n/a
Review Content Flags:
Review Date: 12 APR 2004
Review Event:
Review Exemptions: n/a
Review History: RELEASED <12 APR 2004 by SmithRJ>; APPROVED <02 AUG 2004 by BoyleJA>
Review Markings:

Margaret P. Grafeld
Declassified/Released
US Department of State
EO Systematic Review
04 MAY 2006

Review Media Identifier:
Review Referrals: n/a
Review Release Date: n/a
Review Release Event: n/a
Review Transfer Date:
Review Withdrawn Fields: n/a
Secure: OPEN
Status: NATIVE
Subject: SCED/GOCAR DISPUTE
TAGS: EINV, EMIN, CT, SCED, (JOLIS), (BOKASSA, JEAN BEDEL)
To: STATE
Type: TE
Markings: Margaret P. Grafeld Declassified/Released US Department of State EO Systematic Review 04 MAY 2006